

Valdahon, le **18 DEC. 2024**

Affaire suivie par : Jean-Louis CHAUVIN

Ligne directe : 09.71.16.60.20

Référence : JLC/JT

Autorité de régulation des communications  
électroniques, des postes et de la distribution  
de la presse (ARCEP)  
14 rue Gerty Archimède  
75012 PARIS

**A l'attention de M. Ghislain HEUDE**

**Objet : réponse à la consultation publique concernant le « Projet de recommandation sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné »**

\*\*\*\*\*

**Présentation synthétique du Syndicat mixte Doubs Très Haut Débit**

*Le Syndicat mixte Doubs Très Haut Débit est la structure porteuse du réseau d'initiative publique du Doubs, dont les membres sont le Département et 17 intercommunalités du Doubs. Depuis sa création en 2013, il agit dans le cadre du Plan France très Haut Débit, décliné localement dans le Schéma Directeur Départemental d'Aménagement numérique (SDDAN) valant SDTAN.*

*L'objectif principal était d'équiper en fibre optique tous les foyers et entreprises de la zone d'initiative publique du Doubs avant 2023, soit de 7000 kilomètres de câbles et 220 M€ d'investissements.*

*Le réseau est construit par le Syndicat mixte Doubs Très Haut Débit en maîtrise d'ouvrage publique directe via des marchés des travaux.*

*Le réseau DIOPTIC est exploité en affermage depuis septembre 2021 par une filiale d'Altitude Infra. Fin novembre 2024, il compte 141 500 lignes éligibles et 85 000 clients.*

\*\*\*\*\*

## Préambule

Le Syndicat tient à préciser, pour appuyer son propos, qu'il a conservé malgré l'affermage, la maîtrise de toutes les « extensions » et « densifications », ce qui signifie qu'il partage avec son exploitant-délégué certaines responsabilités de l'« opérateur d'infrastructure ».

Plus concrètement, **le Syndicat est, en pratique, responsable des obligations relatives à la complétude du déploiement fibre dans son périmètre de compétence**, puisque c'est lui rend éligible tout nouvel immeuble.

Parmi les collectivités porteuses de RIP, le Syndicat a donc un intérêt particulier à ce que les positions formulées par l'ARCEP soient cohérentes, opérantes et pragmatiques.

A ce stade, le Syndicat n'est pas persuadé que ces recommandations très tardives (ces questions de complétude remontent à aussi loin que le Plan France THD, c'est-à-dire à une quinzaine d'années) répondent à ces objectifs. L'impression domine même que le Régulateur n'est pas lui-même très convaincu de ce qu'il avance avec des formulations équivoques telles que « *estime également souhaitable* », « *meilleurs délais* », « *meilleurs efforts* », parfois en contradiction avec ses propres injonctions antérieures.

### 1. Soutien à la contribution de l'AVICCA

Le Syndicat soutient d'une façon générale les points soulevés collégalement par l'AVICCA, et souhaite que cette contribution des collectivités soit prise en considération à son juste poids, c'est-à-dire celui de centaines de collectivités impliquées financièrement et opérationnellement dans l'aménagement numérique, représentant elle-même des dizaines de millions d'administrés confrontés aux différents dysfonctionnements du secteur des télécommunications.

Les points listés ci-après ne visent qu'à renforcer certains aspects de la contribution collective vus depuis une structure directement aux prises avec ces enjeux de complétude.

### 2. De la réalité à la statistique

Comme en toute chose, la réalité ne peut pas se réduire à des tableaux, des statistiques et des KPI (indicateurs de performance).

Les fichiers IPE en particulier sont tout sauf le reflet exact de la réalité. Ils sont le fruit imparfait du croisement entre de nombreuses sources plus ou moins alignées et dépendantes de la bonne volonté des acteurs qui y contribuent et qui n'ont pas tous intérêt à la complétude, loin s'en faut.

Par exemple, notre exploitant fonde aujourd'hui beaucoup d'espoir sur la BAN (base adresse nationale) pour « nettoyer » ses propres bases, largement déphasées par 5 ans de mode STOC, de commandes prises au hasard par les OC, de prises « illégitimes » (ou « PTO magouilles ») etc. Sauf que les BAL certifiées par les communes ne sont pas parfaites non plus, qu'elles ne disent rien du nombre de logements par adresse, que certains points adressés n'ont pas besoin de fibre et surtout à l'inverse que certains points à desservir n'ont pas d'adresses et n'en auront jamais (points techniques notamment, bâtiments agricoles et industriels) et sont donc condamnés au n°0 qui pose par ailleurs tant de problèmes.

Dans ce contexte, dans un sens vétilleux ou dans l'autre laxiste, réduire l'examen de validation des lots de fermeture du cuivre à un tri entre quelques cas de figure réducteurs et déclaratifs de l'IPE comme cela semble être le cas avec le lot n°2 conduit à des décisions aberrantes.

C'est ainsi que, pour notre périmètre, deux communes du lot n°2 pourraient en être exclues pour 4 immeubles en raison de motifs qui serait « mal justifiés ». Il s'agit selon les cas, de travaux de réhabilitation, de GC privé cassé, de travaux en cours, d'attente de convention : le justifier, d'accord, mais alors comment et auprès de qui ? Le fait est pourtant qu'il y a des centaines de cas similaires à l'échelle d'un périmètre comme le nôtre qui ne justifient pas de reporter la fermeture du cuivre...

A l'opposé, en zone privée ou AMEL, l'ARCEP est légitime et fondée à s'interroger sur l'usage que font les opérateurs privés des « refus de tiers », des « raccordables à la demande » ou des immeubles qui sont tout simplement ignorés et qui ne figurent donc dans aucune catégorie.

### **3. Un mécanisme de réexamen d'inéligibilité**

Dans le prolongement du point précédent, le problème n'est pas tant de définir des catégories « à rendre raccordable / inadmissibles à raison » que de traiter les cas « limites », ceux qui nécessitent des arbitrages, lesquels sont aujourd'hui rendus en toute opacité par les opérateurs d'infrastructures.

A une échelle probablement départementale, avec peut-être également une procédure de recours en 2<sup>ème</sup> instance au niveau de l'ARCEP, une commission associant la Préfecture, les collectivités porteuses de SDTAN et de RIP, et les opérateurs d'infrastructures, doit être mise en place pour permettre aux administrés de contester une décision tendant à rendre leur habitation ou leur entreprise inadmissible à la fibre optique. Elle pourrait être adjointe aux Comités de concertation locaux du cuivre, mais devrait sans doute être plus fréquente pour traiter de nombreux dossiers...

Sans quoi, dans les conditions actuelles, et en particulier dans les zones de déploiement privées, des milliers de personnes vont voir leurs logements rendus inadmissibles, voire invisibles s'ils sont sortis de l'IPE, en toute impunité pour les opérateurs d'infrastructures.

### **4. Zone RIP / Zone privée**

Les considérations sur la complétude ne peuvent pas être appliquées de la même façon dans une zone de déploiement privée et une zone RIP.

Sans citer à nouveau tout le développement de l'AVICCA, les opérateurs ont pris des engagements auprès des instances nationales – Gouvernement et ARCEP – qu'ils cherchent aujourd'hui à contourner.

Les RIP ont pris des engagements de nature différente vis-à-vis de leurs administrés et composent avec une réalité économique-contractuelle en DSP rendue très inconfortable par les décisions successives nationales liées au Plan France THD qui se sont imposées à eux (citons de façon non-exhaustive les lignes directrices tarifaires de l'ARCEP et les mécanismes de cofinancement extrapolés d'une réalité économique de zone AMII, le mode STOC...).

La clarté des recommandations de l'ARCEP contribuera bien sûr à renforcer la position de certains Délégués face à des délégataires récalcitrants, mais la logique de responsabilité en zone RIP est complètement différente des zones privées livrées au bon vouloir des opérateurs privés, sans garanties sérieuses, au début des années 2010 pour les zones AMII ou en 2019 pour les zones AMEL.

## 5. Le coût d'accès au PAR

Le Syndicat se félicite, pour sa part, d'indiquer le « point d'accès au réseau » gratuitement aux pétitionnaires qui lui en font la demande.

A l'inverse, le Syndicat juge scandaleux les tarifs de plusieurs centaines d'euros appliqués par les opérateurs privés pour fournir cette information de base.

Une recommandation tarifaire contraignante de l'ARCEP réduite sur ce point, sur une base de quelques dizaines d'euros maximum, serait la bienvenue pour protéger les administrés de ces pratiques abusives constatées chez les OI.

## 6. Des zones d'ombre persistantes qui affaiblissent toute généralisation de l'approche par la complétude

Les points mentionnés ci-après ont déjà été cités dans le cadre d'une autre consultation en 2022. Ils en sont toujours au même point et parasitent les efforts sur la complétude comme sur la résorption d'autres dysfonctionnements du secteur :

- *L'organisation des raccordements, principalement en mode STOC :*

La pauvreté des informations échangées dans le cadre des flux interopérateurs invisibilisent de nombreuses problématiques passées en échec de raccordement, où des bâtiments considérés comme éligibles ne le sont pas en pratique, sans qu'aucun acteur ne puisse réintervenir.

- *Raccordements à la demande :*

En l'absence d'offre de gros opérante (mais peut-il y en avoir une dans l'organisation OI / OC actuelle), cette catégorie reste un « trou noir » avec la promesse de centaines de milliers de logements censées être presque éligibles mais factuellement non.

Soit une habitation est éligible avec un PBO à distance raisonnable, soit elle ne l'est pas et l'OI doit l'assumer vis-à-vis des engagements qu'il a avec la personne publique (L33-13, contrat de DSP,...). D'autre part, comme tous les raccordements un peu complexes, il faut que l'opération soit exclusivement du ressort de l'OI, en mode OI, sans intervention impérative et opacifiante d'un OC.

- *Raccordements longs, « complexes », coûteux :*

Il y a deux soucis :

- l'un opérationnel : les raccordements complexes ne sont pas gérables en mode STOC. Il « suffit » donc ré-introduire une part de mode OI obligatoire, même pour les OCEN. Les OI vont devoir ajuster des ressources pour ces dizaines de milliers de micro-chantiers ;
- l'autre, beaucoup plus épineux, est financier sur plusieurs plans (voir ci-après).

- *Droit au raccordement à la fibre / service universel / financement :*

Le plan France THD a été calibré pour financer l'éligibilité effective de peut-être 95 % (en zone d'initiative privée) à 98-99 % (en zone RIP) des locaux. Pour éteindre le réseau cuivre, le seul objectif valable ne peut être que le raccordement d'au moins tous les bâtiments raccordés au cuivre, sauf cas très particuliers.

Ces « derniers » raccordements coûtent évidemment beaucoup plus chers que les 400 € déboursés en moyenne par les OI. Il n'y a plus de service universel depuis 3 ans, pas de mécanismes de péréquation non plus. Les plans d'affaire des OI ne permettent pas aujourd'hui d'y faire face. Il y a vraisemblablement un mix à faire entre l'effort des OI, une contribution des OC et des mécanismes de péréquation nationale.

En tous cas, la complétude FTTH, et avec elle l'extinction du cuivre, ne pourra pas faire l'impasse sur la répartition claire de cet effort financier.

- *Génie civil d'Orange (hors adduction individuelle)*

Outre la demande récurrente et croissante d'avoir une vision de long terme sur la gestion de ce patrimoine dont dépend anormalement et injustement la qualité de service de la fibre, certaines dispositions du GC BLO contrarient les possibilités de s'appuyer sur du GC Orange pour assurer la desserte locale et les adductions individuelles (délais / mise œuvre inadaptée pour des dossiers unitaires / refus de chambres sans fonds etc.).

- *La propriété et/ou la gestion des adductions individuelles en domaine public*

Orange récuse désormais la propriété des gaines d'adduction individuelles sur domaine public, notamment quand elles ne figurent pas dans le PIT (détournés à cette occasion de son usage premier) entre la dernière chambre télécom sur domaine public et la parcelle privée, estimant qu'elles relèvent des particuliers, bien qu'Orange les ait le plus souvent posées lui-même et les utilisées de façon exclusive sur les dernières décennies pour en tirer des revenus. Par conséquent, Orange refuse donc de les réparer le cas échéant.

Cela pose diverses problèmes juridiques (occupation du domaine public sans droit ni titre), fiscaux (redevances), opérationnels (les particuliers sont bien en peine d'intervenir sur le domaine public et sur des installations Orange qu'ils ne connaissent pas), financiers, etc. Mais surtout, c'est un risque majeur pour l'atteinte de la complétude effective.

Le Législateur et/ou le Régulateur doit clarifier le statut de ces gaines, leur détenteur et/ou leur gestionnaire, et les obligations afférentes. En gardant à l'esprit que, de la capacité à intervenir effectivement sur des gaines détériorées pour y passer la fibre, dépendra ensuite l'éligibilité effective de centaines de milliers de foyers. Et donc la possibilité d'éteindre le cuivre ou d'éviter des technologies alternatives énergivores et/ou coûteuses et non souverains (4G fixe, satellite...).

- *Droit des télécoms, de l'urbanisme et de la construction, en lien avec la fin du service universel cuivre*

Fin 2021, les OI fibre ont brutalement été mis devant l'obligation de gérer les questions de GC individuel pour raccorder les constructions neuves, ce qui était réalisé auparavant par Orange cuivre, dans un cadre péréqué nationalement, et partiellement pris en charge par le service universel.

Or, en dehors du problème financier vu plus haut, le cadre législatif recoupant plusieurs codes, reste largement ambigu sur les obligations respectives des pétitionnaires et de l'OI, source de dysfonctionnements, contestations, abus et facturations indues de certaines prestations (notamment la fourniture du PAR).

En précisant au passage que la notion de « droit du terrain » au sens géométrique qui est promue par l'ARCEP est mal fondée en droit et peut conduire à des situations dénuées de sens opérationnel. Le Syndicat s'en rapproche autant que possible mais n'en fait pas une règle absolue.

On peut citer un exemple problématique non développé au 5.1.3 a) qui sont les lotissements par déclaration préalable, avec des parcelles vendues nues, donc sans obligation de viabilités télécoms cohérentes et qui, combinées avec le « droit du terrain » conduit potentiellement à des interventions désordonnées et redondantes, avec un coût évitable à la fois pour les acheteurs des parcelles et pour le gestionnaire de réseau qui ne peut pas le répercuter sur le lotisseur.

Tels sont les éléments que le Syndicat souhaitait porter à l'attention de l'Autorité en sus de la contribution de l'AVICCA.

Fait à Valdahon, le **18 DEC. 2024**

Le Président du Syndicat Mixte  
Doubs Très Haut Débit,

Denis LEROUX

